

« C'est en grande partie aux socialistes que les Français doivent l'Europe »

Jacques Delors a été président de la Commission européenne de 1984 à 1994 et est l'auteur de *Mémoires*, Plon, Paris, 2004.

R.S. : Quelle appréciation portez-vous sur la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Union européenne ?

Jacques Delors : La construction européenne a déjà connu des périodes de stagnation. Celle que nous observons aujourd'hui présente trois caractéristiques. La première caractéristique est d'ordre conjoncturel, et je l'espère de courte durée : les épidermes sont encore rougis par les divisions sur l'Irak, l'affaire du pacte de stabilité et les phrases assassines lancées d'un bord comme de l'autre. Aujourd'hui, il n'y a pas le climat de disponibilité requis pour aboutir à des accords sur le Traité constitutionnel. La deuxième raison de cette stagnation est structurelle : à présent que l'intégration économique a enregistré de réelles avancées, se pose la question des finalités du développement économique. En Europe, l'influence de la social-démocratie a reculé. Elle se retrouve face à une coalition hétérogène des forces de droite, coalition que vient renforcer l'adhésion des nouveaux pays de l'Est. Ce rapport de forces m'inquiète et il motive ma détermination à mener un combat pour diffuser plus encore ce que l'on appelle, à juste titre, le modèle européen. La dernière raison de cette période de stagnation résulte d'une certaine angoisse : crainte par rapport à l'élargissement, incompréhension des règles du jeu, et difficultés à saisir ce que peuvent être les véritables objectifs de l'Union en matière économique et sociale.

R.S. : Une partie de la gauche française, les altermondialistes, les communistes, expliquent que l'Union européenne a objectivement

joué le rôle de cheval de Troie de la libéralisation économique. Au moment de la signature de l'Acte européen, vous avez dit que le triptyque sur lequel repose la Construction européenne est : « la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit ». Cette partie de la gauche dénonce une coopération embryonnaire, une solidarité très insuffisante et une compétition effrénée. Qu'en pensez-vous ?

J. D. : On ne peut se contenter de ce diagnostic. Quand je suis arrivé à la Commission, les aides structurelles représentaient 5 milliards d'euros par an. Aujourd'hui, ces aides s'élèvent à près de 40 milliards d'euros.

Elles constituent un signe incontestable d'accroissement de la solidarité.

L'influence de la social-démocratie a reculé. Elle se retrouve face à une coalition hétérogène des forces de droite, coalition que vient renforcer l'adhésion des pays de l'Est

Concernant la coopération, il est exact qu'elle est tout à fait insuffisante. Elle l'est notamment dans le domaine économique et monétaire, et dans le secteur de la recherche

Mais ne faisons pas la même confusion que nos amis de gauche entre ce qui peut être fait au niveau

européen et ce qui peut être fait au niveau national. J'ai avancé l'idée de fédération d'Etats-nations car je considère que la nation demeure non seulement le lieu d'appartenance le plus fort, mais aussi le plus solide pour la satisfaction des droits élémentaires des citoyens. D'où mon combat, certes minoritaire, pour que demeure de la compétence nationale la majeure partie des politiques de l'emploi, la sécurité sociale, l'éducation, la culture, la santé, c'est-à-dire les piliers de la cohésion sociale d'un pays. L'Europe, pour l'heure, n'est pas en mesure de se substituer à l'Etat-nation.

Il y a trente ans, les militants européens avaient à opérer un choix difficile. La première solution était de ne pas faire l'Europe, quitte à ce que la France soit peu à peu marginalisée ; la deuxième, faire progresser l'Europe pour qu'elle devienne un élément d'influence dans le monde, et, par conséquent, qu'elle ait la capacité de défendre les intérêts nationaux de chacun des pays membres. Nous avons opté pour la seconde solution. On impute souvent ce choix à quelques grands hommes, mais il est

également dans le droit fil de la politique constante des socialistes depuis cinquante ans. Les socialistes ont toujours fait preuve d'une grande fidélité à l'idéal européen et il faut les saluer. Ils ont partagé ce combat avec les démocrates-chrétiens, mais, à partir des années quatre-vingt, ceux-ci ont choisi de se fondre dans une droite européenne aux contours flous et sans cohérence. Les socialistes ont donc repris seuls le blambeau, et continué la marche avec réalisme, conscients qu'il n'y a pas de solution idéale. Celle-ci ne peut advenir aujourd'hui que si tous les socialistes européens poursuivent le même objectif, partagent la même vision. Mais les divergences idéologiques entre socialistes européens ne peuvent être surmontées par un claquement de doigt. En dépit de ces difficultés, la constance des socialistes français dans ce domaine est tout à fait remarquable.

R.S : L'Europe n'a-t-elle pas joué un rôle important dans la dérégulation économique et la remise en cause des services publics ? Ne constitue-t-elle pas aujourd'hui une sorte de relais pour les idées libérales ?

J.D. : Il est indispensable de résister à ce mouvement au sein des parlements nationaux et du Parlement européen. Il serait paradoxal que nous abandonnions la notion de services publics alors que l'avant-garde des « mondialistes » pense en termes de biens publics. La notion de bien commun –dont l'essence est précisément d'échapper aux lois du marché–

Si la France dit « il nous faut un bureau de poste par commune ou groupement de communes », tout en acceptant le principe de la concurrence des services postaux, rien dans les traités ne s'oppose à cette idée.

est en train de réapparaître au plan international. J'avais par exemple mis en œuvre, de 1987 à 1995, une politique de développement rural. Dans un pays comme la France, qui compte un peu plus de 100 habitants au

kilomètre carré, la ruralité est un élément essentiel. Pour qu'elle survive, il faut qu'il demeure des paysans et des activités. Supposons qu'un bureau de poste ne soit pas rentable, la nation n'a-t-elle pas le devoir de dégager le budget nécessaire pour que ce bien reste accessible à tous ? On peut tout à fait combiner une politique de la concurrence avec une

politique active des services publics. Si la France dit «qu'il nous faut un bureau de poste par commune ou groupement de communes », tout en acceptant le principe de la concurrence des services postaux, rien dans les traités ne s'oppose à cette idée. En dernier ressort, la seule question qui mérite d'être posée est celle du rôle de l'Etat, c'est-à-dire celle de la garantie donnée à chacun d'accéder aux biens essentiels. JE continue soutenir que cette mission est tout à fait compatible avec l'Europe telle qu'elle est.

R.S. : On dit souvent que les politiques d'inspiration keynésienne sont difficiles à mener dans le cadre de l'Etat-nation, mais qu'en revanche l'Europe constitue un espace pertinent pour leur mise en œuvre ? Pourtant il semble que les pays européens soient en désaccord sur ce point. Pouvons-nous espérer l'instauration de politiques actives sur le plan économique et industriel à l'échelle continentale ?

J.D. : Le Livre Blanc de 1993 a été approuvé par tous les chefs d'Etats européens, mais il s'est heurté à l'inertie et au désaccord des ministres chargés de l'appliquer. Il fixait comme objectif un accroissement de la coopération européenne. Et il préconisait au niveau national la mise en œuvre de certaines adaptations économiques et sociales dans le respect des traditions de chacun des membres.

Dans le contexte d'une économie ouverte, il faut s'appuyer sur trois piliers. Tout d'abord, il faut plus que jamais retrouver l'esprit de la social-démocratie. Il ne faut pas oublier qu'elle est née en Suède et aux Pays-Bas, pays aux économies ouvertes qui échangeaient déjà 50% de leur PIB avec l'extérieur. La mondialisation n'a donc pas condamné la social-démocratie. Ensuite, il faut rappeler le rôle majeur de l'économie de marché qui doit prévenir et servir de sanction à l'irresponsabilité. Les partenaires sociaux doivent continuer à remplir leurs missions dans la négociation collective. Sans eux, le pouvoir est face à une opinion publique versatile. Enfin, l'Etat doit tenir son rôle. Il est indispensable

de revenir à ces trois principes, tenter de les appliquer à la fois au niveau national, et au niveau européen, dans le respect des traditions de chacun. On constate aujourd'hui un déséquilibre réel entre le pilier monétaire et le pilier économique. Ce n'est pas conforme à la philosophie de base de la construction européenne, et c'est l'honneur de la social-démocratie que de le rappeler. Il est éventuellement possible d'accepter de faire des concessions sur tel ou tel point, mais à condition qu'elles se fassent au nom d'une avancée supérieure de l'Europe.

R.S. : Quel regard portez-vous sur la crise institutionnelle de la social-démocratie ?

J.D. : Le seul problème que la social-démocratie ait rencontré au cours des vingt dernières années n'est pas la confrontation avec la mondialisation ou l'économie ouverte. Il réside dans le fait que l'extension de l'Etat-providence n'a pas été accompagnée par un accroissement réel du sentiment de responsabilité individuelle. C'est d'ailleurs une des critiques les plus pertinentes de Tony Blair.

La responsabilité collective est essentielle pour garantir l'accès de chacun aux biens essentiels ; la responsabilité individuelle stimule l'économie et la démocratie

Il faut concilier responsabilité individuelle et responsabilité collective. La responsabilité collective est essentielle pour garantir l'accès de chacun aux biens essentiels ; la responsabilité individuelle stimule l'économie et la démocratie. C'est l'équilibre entre ces deux logiques qui fonde la social-démocratie. Il s'agit aussi de mener ce combat au sein du parti socialiste : faire comprendre que l'appel à la responsabilité individuelle n'est pas une concession au libéralisme, mais une reconnaissance de l'authenticité de la personne et du droit de chacun d'être un citoyen actif.

R.S. : Les partis politiques qui ont accepté de prendre ce virage souffrent sur le plan électoral et institutionnel. C'est ce que l'on peut observer en Allemagne, où des bataillons de syndicalistes désertent, et des militants et des électeurs « émigrent ».

J.D. : Il faut aussi porter notre attention sur les expériences positives des socialistes scandinaves. En Allemagne, à mon avis, la cause de la fronde se situe moins dans les réformes elles-mêmes que dans le fait qu'elles n'aient pas été annoncées dans le programme de Schröder au moment de sa réélection. En réalité, le vrai problème réside dans le fonctionnement du Parti socialiste européen qui ne permet pas la confrontation des idées, le débat, mais sert uniquement de cadres à des rencontres de routine à la veille des Conseils européens. Pourtant cette confrontation est essentielle.

R.S. : Comment construire un Parti socialiste européen ?

J.D. : Il faudrait d'abord lui donner des moyens financiers conséquents. Il faudrait ensuite qu'il procède d'une élection, et enfin qu'il soit un véritable laboratoire de la relance de la social-démocratie. Il faut en faire un véritable lieu de confrontation d'idées. Ceci ne peut évidemment pas s'opérer du jour au lendemain en raison non seulement de la diversité » des langues, mais aussi de la variété des appartenances. Pendant des années, j'ai assisté aux réunions du PSE qui précédaient les Conseils européens et j'observais avec effroi que sur les douze partis présents, les cinq au pouvoir ne se réunissaient qu'entre eux. Le discours n'était pas identique selon que l'on était dans l'opposition ou au gouvernement.

R.S. : Comment rebondir ? Comment sortir de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Europe ?

J.D. : Il faut reconsidérer la grande Europe telle qu'elle est aujourd'hui. Nous devons nous interroger : son état actuel milite-t-il en faveur d'une refondation, ou au contraire devons-nous conserver le socle de valeurs au fondement de son projet. Il s'agit d'une question cruciale. Pour ma part, je reste fidèle à ces principes ? Ils sont au nombre de quatre : la paix ; une économie dynamique la cohésion économique et sociale, une Europe influente dans le monde. Si ce modèle nous paraît aujourd'hui menacé, si ces valeurs nous semblent remises en cause, alors nous ne devons pas hésiter à déclencher une crise.

R.S. : La différenciation et les coopérations renforcées représentent-elles une voie privilégiée pour faire progresser la construction européenne ? L'avenir de l'Europe passe-t-il encore par le couple franco-allemand ?

J.D. : Il s'agit de deux questions distinctes. Revenons un instant sur ce terme peu compréhensible de différenciation. L'Europe a toujours progressé » dans la différenciation. La vraie question que nous devons nous poser, et que nous devons poser à nos électeurs, est la suivante : si nous avons dû attendre que les Quinze soient unis pour faire l'euro, l'aurions-nous réalisé ? La même question se pose pour Schengen. Nous

Pendant des années, j'ai assisté aux réunions du PSE qui précédaient les Conseils européens et j'observais avec effroi que sur les douze partis présents, les cinq au pouvoir ne se réunissaient qu'entre eux.

aurons d'autant plus besoin à l'avenir de la différenciation que nous serons vingt-sept, puis trente. Celle-ci peut prendre deux formes : l'avant-garde, terme que j'ai lancé à titre de provocation en 2000 et qui a été repris pendant quelque temps par Joschka Fischer, ou bien les coopérations renforcées.

Pour ma part, je pense que l'Union économique et monétaire doit faire l'objet d'une coopération renforcée, à la condition d'insister sur le volet de la politique économique. Il est nécessaire pour cela de donner à la Commission la possibilité de faire des propositions pour coordonner les politiques économiques nationales, créer un instrument d'action conjoncturelle, et harmoniser progressivement l'impôt sur le revenu des capitaux et l'impôt sur les entreprises. Mais je trouve que la France n'est pas très combative sur ce dossier ? De ce point de vue, il me semble que la conscience européenne

Si l'on ne mène pas cette bataille des coopérations renforcées, nous ferons le jeu des anti-européens.

des Français s'est un peu émoussée. Si l'on ne mène pas cette bataille des coopérations renforcées, nous ferons le jeu des anti-européens. Nous nous donnerons l'illusion d'appartenir encore au camp des grandes nations, alors que l'Europe sera progressive-

ment marginalisée. Les Européens « lyriques » qui appellent aujourd'hui à une Constituante sont dans cette fuite en avant.

En ce qui concerne le couple franco-allemand, il est bien entendu nécessaire que les deux pays continuent à dialoguer, et à se comprendre ? Mais pas plus qu'hier, un directoire franco-allemand n'est acceptable pour les autres pays européens.

R.S. : Que pensez-vous des travaux de la Convention ?

J.D. : La raison et le bon sens commandent d'accepter le texte de la Convention, mais à une exception près : que la partie 3 qui concerne les politiques ne soit pas dans le traité, mais figure en annexe. Ce n'est pas dans une constitution que l'on décide du contenu d'une politique économique et sociale. LA Constitution doit fixer les règles du jeu. En revanche, les politiques à mener sont établies en fonction des majorités en présence et des circonstances. Elles doivent pouvoir être modifiées à une majorité qualifiée ? C'est pourquoi il faut refuser le débat avec les anti-européens sur le thème « la constitution n'est pas assez sociale ». Le traité constitutionnel n'est ni plus ni moins qu'un texte sur les règles du vivre-ensemble.

R.S. : François Mitterrand avait une vision de l'Europe en trois cercles concentriques. Cette construction s'est heurtée au refus indigné des anciennes démocraties populaires. L'avenir n'est-il pas dans une construction de cette nature ?

J.D. : François Mitterrand a lancé l'initiative d'une Confédération européenne deux mois après la chute du Mur ! Il estimait qu'il faudrait du temps aux anciennes démocraties populaires pour s'intégrer dans l'espace économique européen, mais qu'il était néanmoins indispensable de leur donner une place dans la « famille européenne ». Cette intuition n'a pas débouché concrètement. La diplomatie française a insisté pour que la Russie soit dans cette confédération, ce qui a provoqué l'hostilité de Vaclav Havel et de bien d'autres. Si cette idée avait pu aboutir sans la Russie, elle nous aurait permis d'échapper à un certain nombre de difficultés psychologiques et politiques que nous rencontrons aujourd'hui.

R.S. : Comment expliquez-vous que Maastricht ait eu une telle résonance dans la vie politique française ?

J.D. : Organiser un référendum sur l'adoption du traité de Maastricht a été une intuition géniale : le référendum a opéré une simplification abusive c'est vrai, mais il a dramatisé le sujet, et donné une grande visibilité populaire à la question européenne. Du jour où le vote –même avec une infime majorité-, a entériné Maastricht, c'était acquis. Helmut Kohl et François Mitterrand ont tout risqué sur l'Europe. J'ai été spectateur de ces choix, et j'ai envie de leur rendre hommage. Je dis souvent assumer fièrement cet héritage européen, qui va de Guy Mollet à François Mitterrand. C'est en grande partie aux socialistes que les Français doivent l'Europe.